

# Notes sur le syndicalisme en Italie, de l'après-guerre à la situation actuelle

Luc Thibault, janvier 2021

---

## A - Brève histoire du syndicalisme italien de l'après-guerre

Nous commençons notre article par la chronologie des principaux événements qui ont marqué l'histoire du syndicalisme italien de l'après-guerre.

**1920-1925** : Face au poids du mouvement prolétarien, la bourgeoisie décide de *soutenir le fascisme* pour endiguer l'avancée du mouvement ouvrier, comme elle le fera plus tard avec le nazisme en Allemagne. Les résultats ne se font pas attendre. Le début du *ventennio fascista* marque un coup d'arrêt brutal du mouvement ouvrier. Suite au *Patto di Palazzo Chigi* (1925) et au *Patto di Palazzo Vidoni* (2 octobre 1925) signés entre la Confindustria (le patronat italien) et le régime fasciste, seul le syndicat fasciste est officiellement reconnu. Par la suite, les syndicats de classe (socialistes et syndicalistes révolutionnaires) sont purement et simplement dissous.

**1922-1943** : La Confederazione Generale del Lavoro (CGdL) opère dans la clandestinité et depuis l'étranger.

1943 : Grèves à Turin et en Italie du Nord contre la vie chère : premiers signes du réveil de l'activité syndicale ; début de la lutte populaire de libération contre le fascisme.

**1944** : En juin, la "déclaration sur la réalisation de l'unité syndicale" est signée par les courants syndicaux lié au PCI stalinien (Giuseppe Di Vittorio), au PSI socialiste (Emilio Canevari) et à la Démocrate Chrétienne (Achille Grandi) : ainsi naît la **CGIL**, la *Confédération générale italienne du travail*.

Le 4 juin 1944, à la veille de la libération de Rome, le PCI, la DC et le PSI signent le *Patto di Roma* (le Pacte de Rome) selon lequel la lutte syndicale ne peut s'organiser que dans "l'unité". Du 28 janvier au 1<sup>er</sup> février 1945 a lieu le premier congrès de la *Confederazione Generale Italiana dei Lavoratori* (CGIL).

**1945** : La première période de l'après-guerre est marquée par une très grande pauvreté et le chômage.

**1948** : Les graves crises qui troublent la CGIL trouvent un exutoire retentissant en juillet, lorsque la grève générale est déclarée suite à l'attentat contre le secrétaire du PCI, Palmiro Togliatti : les démocrates-chrétiens s'opposent à la décision prise et quittent la CGIL, formant la *Libera Confederazione Generale del Lavoro*, qui deviendra en 1950 la CISL.

**1949** : Les composantes républicaine et sociale-démocrate de la CGIL sont dissoutes et la *Fédération italienne du travail* (FIL) est fondée, et sera largement absorbée par la suite par la CISL. L'autre partie formera, toujours en 1950, la UIL.

**1950** : Une répression très dure contre la CGIL est mise en œuvre dans les usines, avec des licenciements de militants et d'activistes. Des accords séparés se feront avec la CISL et de l'UIL. En 1955, la *Federazione Impiegati Operai Metallurgici* (FIOM) perd la majorité absolue lors des élections de la Commission Interne (CI) de la FIAT.

**1960** : Reprise de l'action syndicale, avec la lutte pour la reconnaissance du syndicat comme agent contractuel au sein de l'usine (le CGIL est pour la négociation nationale. CISL et UIL sont pour les négociations par entreprise). Forte migration de travailleurs du Sud de l'Italie vers les grandes usines du Nord. L'intolérance se développe à l'égard de l'injustice dans le monde du travail.

**1968** : Le premier incendie social de cette période a lieu à Rome, au Valle Giulia où se trouve la faculté d'architecture, près de la Villa Borghese. Quelques jeunes étudiants seront les protagonistes de nombreux affrontements violents avec la police. Le mouvement étudiant milanais était certainement plus organisé et plus fort que les autres. En mai 1968, toutes les universités de Milan, à l'exception de *la Bocconi*, furent occupées et en Italie le mouvement étudiant de 1968 atteint son paroxysme. Cela va conduire à l'explosion de nombreuses émeutes ouvrières dans les usines en 1969. C'est "*l'automne syndical*", ainsi appelé parce que, au cours de l'automne, une importante négociation sur 32 contrats de travail était en cours. Les syndicats et les comités de travailleurs exigèrent *l'égalité des salaires pour tous*. Leurs demandes furent acceptées et les contrats furent signés après de nombreux incidents et affrontements entre manifestants. Commence alors la période du terrorisme. Ayant comme principaux protagonistes les Brigades Rouges, le terrorisme s'est manifesté en Italie au cours des années suivantes, appelées les "années de plomb".

**1975** : Le niveau des grèves sera plus élevé qu'en 1969. Malgré la récession, les travailleurs continuent à lutter. La démonstration de leur force se manifeste dans le nouvel accord sur *l'échelle mobile* conclu dans des conditions de récession, lorsque les patrons déclaraient qu'ils ne pouvaient pas se *permettre un ajustement automatique des salaires* au niveau de l'inflation. En réalité, pour eux, il s'agissait de gagner du temps, dans des conditions où le rapport de force était clairement en faveur des travailleurs.

Comme l'écrit Sergio Turone, dans son livre "Il sindacato nell'Italia del benessere" : "*Il est évident que le dirigeant de Fiat [Gianni Agnelli, le président de Confindustria à l'époque, ndr.] a payé ce prix dans l'espoir de faciliter une participation imminente du PCI au gouvernement, considéré par la grande industrie comme le seul modérateur possible et crédible*

*du conflit syndical*". Tout était dit sur le rôle du dit Parti "communiste" italien. Pourtant, le désir des travailleurs d'un changement radical dans la société conduit à un accroissement du poids électoral du PCI lors des élections générales du 20 juin 1976 où il atteint **34,4 %**, son **plus haut niveau jamais enregistré**. C'est à partir de ce moment-là que le rôle de la direction du PCI en tant que *frein dans les luttes des travailleurs* joue à plein.

Le 11 août, le nouveau gouvernement Andreotti (de la seule Démocratie Chrétienne) obtient l'approbation du Parlement grâce à *l'abstention des parlementaires du PCI*. Le PCI, ainsi que le Parti Socialiste Italien, ne faisaient pas partie du gouvernement, *mais s'engagèrent à ne pas le faire tomber*. En échange, Andreotti consultera le PCI et le PSI sur le programme du gouvernement. Le gouvernement d'Andreotti lance le 8 octobre son "**plan d'austérité**". Marcelle Padovani, dans le "Le compromis rampant" (*Le Nouvel Observateur*, 11 octobre 1976) écrira: «...un taux d'inflation de 18% en 1976, (...) deux millions de chômeurs, une monnaie tombée si bas qu'il faut environ 870 liras pour acheter un dollar. Et c'est dans cette situation que **le PCI prend des responsabilités de type gouvernemental. Il n'a jamais été hostile à une politique d'austérité, bien au contraire. Mais aujourd'hui des choix « d'urgence » s'imposent : pour le prix des tarifs publics, pour le blocage des salaires, pour les restrictions de crédit. Or, en raison de l'« urgence », ces choix risquent d'être effectués sans rapport aucun avec une politique de réformes globales et risquent consolider, de ce fait, tout ce qu'il y a de vétuste et de suranné dans les structures économiques italiennes. Le PCI n'ignore pas que, à l'heure actuelle, une véritable politique de changement exigerait des mesures bien plus draconiennes que celles envisagées par le gouvernement Andreotti et tolérées par l'opinion modérée. Par exemple, un vrai programme d'austérité fiscale, le PCI en est conscient, n'est pas indolore : il frappera non seulement les grandes richesses et les revenus moyens mais aussi certains salaires ouvriers. Or, sur ce point, le PCI hésite encore à faire son choix.** »

La réaction des travailleurs fut immédiate : ils étaient prêts à faire grève, mais furent arrêtés par les dirigeants du PCI. A cette époque, des assemblées étaient organisées à Turin, Milan, Reggio Emilia, dans toutes les grandes concentrations ouvrières, où les hauts dirigeants du PCI allaient expliquer aux travailleurs pourquoi **ils devaient accepter les "sacrifices"**. Giorgio Amendola, un cadre du PCI, était l'un des principaux représentants de cette ligne. Dans une interview accordée à *La Repubblica* du 28/06/1976, il déclara : "*Il s'agit maintenant de voir quels sacrifices faire et pourquoi les faire (...). Il ne s'agit pas d'une négociation syndicale dans laquelle l'autre partie - gouvernement ou employeurs - peut donner quelque chose en échange d'autre chose*".

### **B - La politique du sacrifice**

Comme le capitalisme était dans une crise récessive profonde, pour relancer l'économie les travailleurs auraient dû faire des *sacrifices*, permettant ainsi aux capitalistes d'accumuler du capital. Avec ces derniers, ils pourraient faire de nouveaux investissements et ainsi relancer le développement économique. Ainsi, les sacrifices d'"aujourd'hui" auraient donné lieu à des « lendemains qui chantent ». Une vieille histoire! Cette façon de penser était sous-tendue par

l'idée fausse que les capitalistes investissent quand ils ont du capital. En fait, les capitalistes investissent lorsqu'il y a une chance raisonnable de faire un profit. La politique de sacrifice implique nécessairement une réduction du pouvoir d'achat des travailleurs. Le résultat a été une augmentation des profits sans que les travailleurs n'en profitent. L'inflation resta élevée et le chômage augmenta. Néanmoins, comme ce sont "leurs" dirigeants qui le leur avaient proposé, les travailleurs étaient *prêts à attendre et voir* les résultats de cette politique. On voit alors, en **1977** et **1978**, une forte baisse des grèves, et c'est dans ces conditions qu'est née la stratégie dite de l'"Eur".

Il fut difficile de faire avaler aux travailleurs pendant longtemps l'idée que le gouvernement Andreotti pouvait d'une certaine manière servir leurs intérêts. Ainsi, le 3 décembre 1977, **300 000 métallurgistes vont manifester à Rome**. Le résultat sera la chute du gouvernement qui sera suivie de quatre mois de négociations avant qu'un nouveau gouvernement puisse être formé. En 1977, à deux reprises, *Berlinguer*, le secrétaire du PCI tente d'expliquer en quoi *l'austérité est non seulement une nécessité* si elle s'accompagne d'un plan de reconversion industrielle, mais aussi pourquoi elle est "*une occasion pour transformer l'Italie!*". Ce discours sur l'austérité, peu connu ou trop vite assimilé à la rigueur libérale, reste un apport essentiel de *la pensée « berlinguerienne »*. En janvier 77, devant un colloque d'intellectuels à Rome et une assemblée ouvrière à Milan, Berlinguer développe sa conception de l'austérité.

*« L'austérité, aujourd'hui, dit Berlinguer, n'est pas un simple instrument de politique économique auquel il faudrait recourir pour surmonter une difficulté conjoncturelle, pour permettre la reprise et la restauration des vieux mécanismes économiques et sociaux. Ça, c'est la manière dont l'austérité est conçue et présentée par les groupes dominants et par les forces conservatrices. Pour nous, l'austérité est le moyen de contester jusqu'aux racines un système qui est entré dans une crise structurelle, de fond ; le moyen de jeter les bases d'une victoire sur ce système et de dépasser un mécanisme dont les caractéristiques sont le gaspillage, le gâchis, l'exaltation des particularismes et de l'individualisme les plus effrénés, de la consommation la plus folle »<sup>1</sup>.*

Le PCI ne pouvait cependant pas continuer à *freiner le mouvement ouvrier* en restant en dehors du gouvernement. Ainsi, au printemps 1978, le PCI est devenu une *partie intégrante de la majorité gouvernementale*, mais sans ministres ... Une partie de cet accord gouvernemental est constituée par les décisions prises lors d'une conférence nationale CGIL-CISL-UIL en février 1978, au **Palazzo dei Congressi** du quartier Eur à Rome. La nouvelle ligne politique est basée deux points cardinaux : *la modération salariale et, en contrepartie, un programme d'investissement qui garantirait l'emploi*. La conférence n'a fait qu'établir une ligne qui avait déjà mûri depuis un certain temps au sommet des syndicats. Le seul résultat de ce gel fût ***une grosse économie pour les patrons et aucune amélioration pour les travailleurs***.

---

<sup>1</sup> Enrico Berlinguer, "Conclusioni al convegno degli intellettuali", Roma, Teatro Eliseo, 25 janvier 1977 e "Conclusioni all'Assemblea degli operai comunisti lombardi", Milano, Teatro Lirico, 30 janvier 1977, dans Enrico Berlinguer, *Austerità occasione per trasformare l'Italia*, Editori Riuniti, Roma, 1977.

Ce n'était pas la première fois qu'un gouvernement annonçait un programme d'austérité, mais cette attaque fut particulièrement sévère et provoqua de nombreuses grèves par la base, qui n'ont pas abouti à une grève générale grâce à l'action de sabotage du groupe de direction du PCI. Les mesures que préparait Andreotti étaient connues depuis un certain temps et on savait que Luciano Lama, secrétaire de la CGIL, s'était déclaré en "accord total" avec Andreotti. Ce n'est donc pas un hasard si, en 1978, on assiste à *la première baisse du nombre de syndiqués* depuis 1968. Cette politique a également eu des résultats similaires pour le PCI, qui la même année commença lui aussi à perdre des adhérents, pour à la fin se dissoudre. Dix années de luttes intenses, suivies de cette véritable capitulation des dirigeants syndicaux, feront perdre confiance à beaucoup de travailleurs.

**1978** : Luciano Lama, secrétaire de la CGIL, définit une ligne de *modération* syndicale.

**1980** : En septembre 1980, la FIAT décide de licencier 14 000 salariés et d'en mettre 23 000 autres au chômage technique. S'ensuit l'occupation de l'établissement pendant près de **35 jours**. Afin de protester contre cette situation, 40 000 employés et cadres de la société défilent dans les rues de Turin. En cette année 1980, l'automne turinois n'est pas comme les autres. Le contexte socio-économique est en effet particulièrement difficile. D'un côté, un sentiment étouffant de peur et d'incertitude parcourt la ville. Ce sentiment, qui a tétanisé le pays pendant la terrible période des années de plomb, est constamment alimenté par la menace de nouveaux attentats (le 2 août, une bombe placée dans la gare de Bologne a fait 85 victimes et de nombreux blessés). De l'autre, la crise économique tourmente le pays. FIAT, notamment, traverse une période particulièrement sombre de son histoire : à une stratégie industrielle inefficace vient s'ajouter la concurrence des modèles japonais qui envahissent le marché italien avec un succès grandissant. Avant l'été, le groupe décide d'annoncer un plan de redressement prévoyant chômage technique et licenciements collectifs. Les grèves se succèdent jusqu'en septembre, puis *la situation s'accélère* : pendant plus d'un mois, des piquets de grève interdisent l'entrée dans l'usine turinoise. Un événement inattendu se produit soudainement. Alors même qu'à Rome Cesare Romiti (administrateur délégué de FIAT) est en train de conclure un accord avec les organisations nationales des syndicats, à Turin celle que l'on appellera par la suite *la maggioranza silenziosa* (la majorité silencieuse) décide de faire entendre sa voix. Un cortège formé de cols-blancs défile dans les rues de la ville en revendiquant son droit au travail. Ce cortège qui se déroule dans le calme et le silence sera rebaptisé *la marcia dei quarantamila*. La fracture au sein des salariés du groupe Fiat est alors évidente, les syndicats doivent reconnaître leur défaite, le syndicalisme italien vient de tourner une page de son histoire.

**1984** : La discussion sur *la scala mobile* (échelle mobile des salaires, mécanisme automatique qui ajuste les salaires en fonction de l'inflation) brise le syndicat confédéral : les socialistes de la CISL, de l'UIL et de la CGIL sont favorables à geler une partie des augmentations, tandis que les communistes sont contre la mesure. A la suite d'un référendum a lieu le naufrage de la Fédération Unifiée (Cgil, Cisl, Uil) et elle est dissoute.

**1990** : Bruno Trentin, secrétaire de la CGIL, annonce la dissolution de la composante "communiste" de la CGIL.

**1991** : Après quarante-six ans d'existence, l'échelle mobile des salaires disparaît en Italie. Cette décision fût le résultat concret de l'accord passé entre *le gouvernement, le patronat et les syndicats*.

En attendant, les syndicats vont “obtenir” la suppression de l'augmentation de 0,90% des cotisations sociales prévue dans le projet de budget pour 1992. A sa place, le taux de l'impôt sur le revenu sera augmenté d'environ 1% en moyenne, ce qui permettra à l'État encaisser de **3 800 à 4 000 milliards de lires** pour financer la Caisse de la Sécurité Sociale, ainsi que la Caisse du Chômage (la Cassa Integrazione), tout en allégeant les charges sociales payées par les entreprises. Le mécanisme destiné à protéger les salaires de l'inflation était né le 6 décembre 1945 d'un accord patronat-syndicats, initialement limité à l'industrie du Nord de la Péninsule. Mais devant le niveau atteint par l'inflation, l'échelle mobile est vite devenue la bête noire du patronat, et de ce fait s'est trouvée au centre de tous les conflits sociaux. Le point culminant de cette bataille rangée fut atteint le 14 février 1984 : alors président du Conseil, le socialiste Bettino Craxi imposa par décret un plafond au taux d'indexation des salaires. Nous pouvons dire qu'à cette date et dans *une certaine mesure s'achève un cycle de vie du syndicalisme*.

### C - La composition actuelle des syndicats réformistes ou confédéraux

Il y a plus de syndiqués en Italie que dans tout autre pays de l'UE. La moitié des affiliés étant des retraités, le taux de syndicalisation des travailleurs s'élève à un tiers environ. Le pays compte trois grandes confédérations syndicales – la CGIL, la CISL et l'UIL – dont les divisions reposaient à l'origine sur des clivages politiques qui se sont atténués avec le temps.

Les syndicats italiens totalisent plus de 12 millions d'affiliés, peut-être même 15 millions. Cependant, une grande partie d'entre eux sont des retraités (près de la moitié – 49 % – des membres des trois confédérations majoritaires). Compte tenu de ces éléments, la base de données des syndicats ICTWSS a chiffré le taux de syndicalisation à 35,2 % en 2011<sup>2</sup>.

Il y a trois confédérations syndicales principales en Italie, qui en compte également d'autres. La plus importante est la CGIL (Confederazione Generale Italiana del Lavoro - Confédération générale italienne du travail), qui fédère 5 712 642 affiliés, dont seulement 2 716 519 sont actifs. La deuxième place est occupée par la CISL (Confederazione Italiana Sindacati Lavoratori - Confédération italienne des syndicats des travailleurs), avec 4 442 750 affiliés, dont 2 328 030 actifs. Vient ensuite l'UIL (Unione Italiana del Lavoro - Confédération italienne du travail), qui regroupe 2 206 181 membres, dont 1 342 876 travailleurs (chiffres de 2012 pour toutes les organisations)<sup>3</sup>.

---

<sup>2</sup> ICTWSS Database: Database on Institutional Characteristics of Trade Unions, Wage Setting, State Intervention and Social Pacts, in 34 countries between 1960 and 2012. Créée par Jelle Visser, Amsterdam Institute for Advanced Labour Studies (AIAS), Université d'Amsterdam, version 4, avril 2013 (voir <http://www.uva-aias.net/207>).

<sup>3</sup> Toutes ces statistiques sont publiées sur les sites internet des syndicats : CGIL : [http://www.cgil.it/Archivio/PRIMOPIANO/materiali/TABELLE\\_PER\\_SETTORI\\_tesseramento\\_2012](http://www.cgil.it/Archivio/PRIMOPIANO/materiali/TABELLE_PER_SETTORI_tesseramento_2012)

Dans le passé, ces trois confédérations affichaient des orientations politiques assez marquées. La CGIL était apparentée au parti communiste, la CISL a été créée par des syndicalistes catholiques qui militaient également au sein du Parti démocrate-chrétien et l'UIL était plus proche du parti socialiste. Il existe d'autres groupements syndicaux en dehors des confédérations dominantes. La plus importante confédération est l'UGL, précédemment appelée CISNAL. Elle a signé des accords nationaux avec les trois principales confédérations et revendique 1,9 millions d'affiliés, mais ces chiffres sont contestés par d'autres organisations, qui semblent plus modestes<sup>4</sup>. L'UGL est proche du parti de Berlusconi, *le Peuple de la Liberté* (Popolo della Libertá). Créée au début des années 90, Sindacato Padano (Sin.Pa), autre fédération située à droite de l'échiquier politique, est proche de la Ligue du Nord (Lega Nord). Nous ne disposons d'aucune donnée sur ses effectifs.

Les autres confédérations syndicales sont la CISAL, qui déclare sur son site internet 1,7 million de membres appartenant à des « syndicats autonomes », en particulier dans le secteur public et le secteur financier, et la CONFSAL, un autre regroupement de syndicats autonomes, qui revendiquait 1,8 million d'affiliés en 2010<sup>5</sup>. Quelques syndicats non affiliés opèrent par ailleurs dans des branches ou des professions spécifiques, par exemple FABI dans le secteur bancaire, qui annonce 100 000 affiliés<sup>6</sup>. Il existe également des syndicats de cadres (CIDA, Unionquadri).

De manière générale, la représentation syndicale en Italie est devenue de plus en plus fragmentée au cours des 20 à 30 dernières années, notamment dans le secteur public et les transports. Les statistiques publiées par l'agence nationale *ARAN*, qui représente l'État en sa qualité d'employeur, indiquent qu'il y avait 1 282 000 syndiqués dans le secteur public à la fin de l'année 2011<sup>7</sup>. Comme le secteur public employait quelque 3,25 millions de personnes en 2011, le taux de syndicalisation y était de 40 % environ. Précisons toutefois que ces 1 282 000 syndiqués étaient répartis dans plus de 300 syndicats, dont plus de 200 regroupaient moins de 100 membres et 100 en comptaient moins de dix. Les cinq principaux syndicats du secteur

---

.pdf ; CISL : <http://www.cisl.it/Sito-Iscritti.nsf/PagineVarie/Iscritti%5E2012F> ; UIL : [http://www.uil.it/tesseramento\\_cat.asp](http://www.uil.it/tesseramento_cat.asp).

<sup>4</sup> Voir "Ugl, ecco i numeri veri", *Secolo d'Italia*, 28.9.2012 [<http://www.secoloditalia.it/2012/09/ugl-ecco-i-numeri-veri-li-legga-il-corriere/>] et "Ugl, Confsal e Cisl litigano sugli iscritti", *Corriere della Sera* : [[http://archiviostorico.corriere.it/2012/gennaio/16/Ugl\\_Confsal\\_Cisal\\_litigano\\_sugli\\_ce\\_0\\_120116018.shtml](http://archiviostorico.corriere.it/2012/gennaio/16/Ugl_Confsal_Cisal_litigano_sugli_ce_0_120116018.shtml)]

<sup>5</sup> Voir "*Quanti sono gli iscritti al sindacato in Italia?*" [[http://www.confsaluniversita.it/files/all\\_1\\_not\\_24\\_con\\_tabelle.pdf](http://www.confsaluniversita.it/files/all_1_not_24_con_tabelle.pdf)]

<sup>6</sup> Voir <http://www.fabi.it/chi-siamo/la-storia.html>.

<sup>7</sup> « Aran informa, Prima rilevazione "informatizzata" della rappresentatività sindacale : analisi dei risultati », novembre 2012 [<http://www.aranagenzia.it/araninforma/index.php/novembre-2012/135-focus/479-focus-1>] ; voir aussi D. Carrieri, Tatarelli, "Gli altri sindacati", Ediesse, Rome, 1997 et D. Carrieri, "La rappresentanza nei luoghi di lavoro", dans CESOS, "Le relazioni sindacali in Italia e in Europa. Retribuzioni e costo del lavoro. Rapporto 2006-2007", p. 56-74, Cnel, Rome.

public, fédérant chacun plus de 100 000 affiliés, sont les syndicats de l'éducation et du secteur public général de la CGIL et de la CISL, ainsi que le syndicat de l'éducation de la CONFESAL, SNALS. Ensemble, ils totalisaient un peu moins de 750 000 affiliés, soit beaucoup plus que la moitié des syndiqués du secteur public<sup>8</sup>.

Les trois confédérations majoritaires reposent sur une organisation sectorielle, comprenant des fédérations sectorielles distinctes pour la métallurgie, le secteur public, les télécommunications, la construction, etc. La CGIL est majoritaire dans l'industrie manufacturière, tandis que les bastions de la CISL et de l'UIL sont les services publics (bien que, dans ce secteur, la CGIL ait une implantation comparable à celle de la CISL). L'importance et l'indépendance des fédérations sectorielles sont variables, certaines étant influentes, comme la FIOM, la fédération de la métallurgie au sein de la CGIL.

Après une période de croissance, l'évolution des effectifs syndicaux a été plus inégale depuis 2008 en Italie. Parmi les trois grandes confédérations, le nombre total d'affiliés a très légèrement diminué à la CGIL (- 0,4 %) et à la CISL (- 1,4 %) de 2008 à 2012, tandis que l'UIL, plus modeste, connaissait une progression de 5,8 % au cours de la même période (les chiffres de l'UIL n'incluent pas les doubles affiliations, qui s'élèvent à environ 300 000). Si l'on tient compte uniquement des membres non retraités des confédérations, la CGIL a enregistré une baisse de 0,9 % de 2008 à 2012, alors que la CISL a vu le nombre de ses membres non retraités augmenter de 3,0 % et l'UIL de 8,4 %. L'emploi ayant reculé de 2,0 % pendant cette période, passant de 23,3 millions à 22,9 millions de personnes, ces chiffres semblent indiquer que le taux de syndicalisation augmente en Italie.

Une caractéristique de l'Italie est qu'elle est le seul pays européen où l'écrasante majorité des membres des syndicats sont *des retraités, des personnes qui ne travaillent pas*. Les retraités sont donc une "puissance" sociale. Parce qu'il s'agit d'un pays vieux d'un point de vue démographique où une forte proportion de jeunes sont au chômage (32,1% en août 2020).

Le poids croissant de la classe laborieuse, conséquence du développement économique qui, dans l'après-guerre, a transformé l'Italie en puissance industrielle européenne, combinée avec la faiblesse d'une bourgeoisie marquée par la défaite de son aventure fasciste, a fait que les organisations syndicales se sont transformées en une sorte de *véritables institutions d'Etat*.

Il y en Italie a deux sortes d'organismes représentant les syndicats au niveau de l'entreprise.

---

<sup>8</sup> **Nota Bene** : Le lecteur trouvera dans L'ANNEXE STATISTIQUE de ce dossier des informations détaillées depuis le début du XXI siècle de l'évolution du nombre des syndiqués par confédération syndicale et par syndicat]



A) Les **Représentations Syndicales Unitaires** ou "*Rappresentanze Sindacali Unitari*" (RSU), qui ont été établies pour la première fois en 1993 par un accord entre les Syndicats de Régime et la *Confindustria*. Elles remplaçaient les Conseils d'usine (ou "*Consigli di fabbrica*", fondés autour de 1969 par des travailleurs et des syndicats *sans l'accord des patrons*). Le *T.U.R (Testo Unico sulla Rappresentanza Sindacale)* a renouvelé les règles qui ont établi les RSU et les ont placés ainsi encore plus sous le **contrôle des syndicats officiels**.

B) Les **Représentations Syndicales d'Entreprise** ou "*Rappresentanze Sindacali Aziendale*" (RSA) nées légalement en 1970.

Nous avons vu plus haut que dans les années 1970 *le poids social de la classe ouvrière s'est combiné avec une extraordinaire mobilisation politique et sociale*. Cela a débouché sur d'importantes conquêtes (fortes hausses de salaire, amélioration du mécanisme de l'échelle mobile des salaires, un système de contrats collectifs nationaux unifiant les conditions du monde du travail, un statut des droits individuels et syndicaux dans les entreprises). *Mais ce n'est plus le scénario qui est le nôtre aujourd'hui*.

Déjà à la fin des années 1970 la bureaucratie syndicale italienne adopta une ligne très modérée qui a conduit à la défaite dramatique de *1980 des travailleurs de la FIAT* qui fut le *début du déclin du mouvement ouvrier italien officiel*, suivie par une période de défaites successives, avec **la destruction des conseils d'usine** et *l'acceptation passive des restructurations de la production*, ce qui donna lieu à un affaiblissement progressif des structures syndicales.

La politique des organisations syndicales majoritaires, *loin de toute orientation de classe*, s'est exprimée dans les années 1990 dans la prétendue « concertation » avec le pouvoir politique, dans le dessein de promouvoir une *politique de comparaison et d'orientation des revenus de tous les Italiens, afin de réduire l'inflation pour pouvoir faire partie de la zone euro*. Naturellement, les seuls à en faire les frais furent les salariés. Ce sont donc des *syndicats encore forts organisationnellement*, malgré le déclin implacable du taux de syndicalisation parmi les travailleurs actifs, passé de 50 % en 1975 à 39 % en 1990, pour atteindre 32 % aujourd'hui. Le groupe dirigeant de la CGIL, historiquement et bureaucratiquement lié au Parti "communiste", puis successivement au PDS, aux DS et maintenant au PD (surtout à son aile gauche), a adopté lors des dix dernières années une ligne toujours plus suiviste par rapport à la politique libérale dominante, pour ne rien dire de la CISL et de l'UIL ouvertement favorables aux choix du gouvernement et de la Confindustria.

## D - La naissance du Syndicalisme de Base

Dans les années 1990 se sont développés des syndicats dits *de base*, en premier lieu le **RdB** (aujourd'hui **USB**) présent dans la fonction publique, et ensuite des **COBAS**, présents dans les écoles publiques, puis de nombreux autres sigles (*CUB, Si-Cobas, UniCobas, etc.*).

Les mouvements de contestation que connaît alors l'Italie bénéficient d'un réel effet de surprise car leurs instigateurs étaient complètement inconnus du paysage syndical. Pendant quelque temps, les nouvelles organisations qui se forment spontanément pour *défendre les droits des salariés* seront qualifiées de "*sindacatini*". En fait, il s'agissait de coordinations de salariés qui se constituent de façon spontanée pour porter leurs voix et, le plus souvent, *pour contester le contenu* des conventions collectives qui ont été signées par *les trois confédérations syndicales*. Le phénomène est d'abord apparu dans *les écoles italiennes* au cours de l'année 1986, et se diffuse ensuite aux *chemins de fer*. En 1987, en moins de trois mois, 90 % des 23 000 cheminots des *Ferrovie dello Stato* adhèrent au mouvement! ***Ils estiment que les syndicats traditionnels ne les défendent pas, qu'ils sont rangés du côté des patrons.***

Les salariés d'autres branches, publiques ou privées, comprennent très vite qu'ils peuvent, eux aussi, se "*défendre*" sans passer par l'intermédiaire des *trois confédérations*. Ils décident donc d'imiter le modèle mis en place par les enseignants et les cheminots : *les grèves se multiplient dans tous les secteurs d'activité*. Le pays est très souvent bloqué. En janvier 1988, par exemple, les avions, les bateaux et les écoles sont à l'arrêt. En avril, ce sont, entre autres, les salariés de **FIAT** et de **Olivetti** qui se mettent en grève pour protester contre le contenu des accords qui sont sur le point d'être signés par les syndicats. Le terme retenu est **Cobas**, pour "**comitati di base**". Le manque de coordination entre les différents mouvements ne permet pas de bénéficier complètement du potentiel que représentent ces dizaines de milliers de militants éparpillés sur le territoire. Pour ce motif, notamment, les Cobas vont très vite chercher à s'organiser malgré la mosaïque de réalités qu'englobe ce terme générique. *La nouvelle force syndicale se veut différente des modèles traditionnels.*

Dès leur constitution en 1986, les premières coordinations spontanées de l'école se sont appelées **Comitati di Base della Scuola**, c'est-à-dire, *Co.Ba.S.*, avant que le nom ne soit repris pour l'ensemble des phénomènes similaires. Le fait de s'attribuer un nom peut paraître anodin mais il correspond à la conscience des acteurs qui viennent de mettre en place une structure. En se coordonnant, les différents comités de base de l'école ont pu mobiliser un très grand nombre d'intervenants dans l'école italienne, de façon simultanée et sur l'ensemble du territoire. De la même façon que pour l'école, différentes catégories de comités de base se sont constituées dans les chemins de fer. En raison de la multiplicité des métiers, leur nombre n'en a été que plus important. Citons, notamment, le *Coordinamento Macchinisti Uniti*, le Cobas Capistazioni, le Cobas dei Manovratori, etc.

En septembre 1992, les dirigeants confédéraux furent hués par les travailleurs dans toutes les villes où ils tentaient d'expliquer leur acceptation de l'abolition du système d'échelle

mobile qui protégeait un peu les salaires des conséquences de l'inflation. Un peu partout, ils ne purent parler qu'en s'abritant derrière des boucliers en plexiglas pour se protéger des tomates ou même des boulons qui leur étaient lancés. Dans le secteur de l'industrie automobile, une expérience importante fut celle des militants de l'usine **Alfa Romeo d'Arese**, en banlieue milanaise, qui dans leur lutte pour secouer la tutelle des syndicats confédéraux donnèrent vie eux aussi à un syndicat de base. Après certains succès à l'échelle de leur usine, ils lancèrent le **Slai-Cobas** (*Syndicat des travailleurs auto-organisés intercatégoriel Cobas*). Il s'agissait pour eux de tenter de généraliser l'expérience de l'usine d'Arese, en proposant aux travailleurs des autres entreprises, à leur tour, de *s'auto-organiser* en secouant la tutelle des syndicats confédéraux.

Pour ces militants, eux-mêmes inspirés par le « mouvementisme » de l'extrême gauche italienne des années 1970, mais aussi pour certains proches du *Secrétariat Unifié de la Quatrième internationale*, le Slai-Cobas devait être un véritable syndicat de classe, ennemi de tout comportement bureaucratique, etc. Dans cette période, le Slai-Cobas fut sans doute celui qui connut le plus de succès, en tout cas dans l'industrie. L'existence d'un groupe de militants déterminés et expérimentés à l'usine d'Arese, une entreprise aux traditions combatives, leur avait permis de *battre en brèche le monopole des syndicats confédéraux au niveau de cette usine*. Le lancement du Slai leur permit d'étendre leur influence au-delà, répondant au désir de nombre de militants de trouver une alternative au trio *CGIL-CISL-UIL*.

En voulant répondre, de façon spontanée, à des questions qui ne concernent qu'une catégorie de personnels, les Cobas tendent à se démultiplier. En s'intéressant uniquement à une question particulière, ils sont davantage à l'écoute des salariés. Mais cette tactique ne fait qu'augmenter le nombre d'intervenants qui doivent discuter ensemble pour concerter des actions plus importantes. Il est impossible de connaître le nombre de comités de base qui ont existé et qui existent encore tant ils peuvent être éphémères. Un élément qui explique le développement du mouvement engagé est la rapidité des résultats obtenus. Rappelons les nombreuses grèves organisées par les comités de base des enseignants au cours des années 1986 et 1987 qui parviennent à obliger l'État à prendre en compte une partie de leurs demandes ou encore la grève des cheminots du 28 juillet 1987 qui paralyse 60 % du trafic. Le résultat le plus spectaculaire est obtenu par les salariés de Fiumicino en 1988. Alors que les 195 représentants syndicaux (CGIL-CISL-UIL) viennent juste de signer la nouvelle convention collective au nom des douze mille salariés de l'établissement, une coordination née spontanément parvient à mobiliser 75 % du personnel pour que l'accord soit revu! La victoire est fracassante, les comités de base sont reconnus de fait alors que la place des syndicats traditionnels est, une fois encore, remise en question.

### E - La balkanisation progressive des syndicats de base

La naissance des Cobas au milieu des années 1980 marque le début d'un nouveau cycle de vie de la représentation des salariés. Invariablement, les structures représentatives des travailleurs semblent converger pour se transformer en mégastructures qui se détachent

progressivement de la base. Arrive ensuite le moment où quelques individus viennent remettre en question cet ordre établi et créent de nouvelles entités. L'épisode de la scission du *Slai-Cobas* ne devait être qu'un des premiers. Les mini-appareils constitués par les syndicats de base allaient être le jouet de *manœuvres, de scissions* organisées par *les différents groupes politiques*, ou tout simplement par *des individus* pour des enjeux de plus en plus dérisoires. Le résultat fut *la multiplication des sigles concurrents*, que leur influence très limitée n'empêche pas de prétendre être "**le syndicat**", *le vrai de vrai* et dont la politique se limite à appeler à **des actions concurrentes de celles des autres, voire de celles des appareils confédéraux**, ne reculant même pas devant le ridicule d'appeler *seuls à des grèves générales* qui, à l'échelle du pays, peuvent tout au plus réunir quelques centaines de personnes. Elles ne sont dès lors qu'une caricature, vidant l'idée même de grève générale de toute signification. Quant à *l'unité syndicale* souvent revendiquée par les syndicats de base, elle n'alla jamais au-delà d'une unité entre les différents sigles, souvent en contradiction avec une réelle unité des travailleurs. Le plus souvent, les syndicats de base se refusent à participer aux grèves et aux manifestations appelées par la CGIL, la CISL et l'UIL (ou aux grèves d'autres syndicats de base), leur opposant d'autres actions, à d'autres dates, et perdant ainsi une occasion d'unité. *Or, ce qui était vrai déjà dans les années de naissance du syndicalisme de base, semble malheureusement la triste réalité d'aujourd'hui.*

### F - Les principaux protagonistes du syndicalisme de base

Sans vouloir ni pouvoir citer toutes les mutations intervenues dans *la galaxie* des syndicats de base, on peut citer les RDB (représentants de base), qui font figure de précurseurs puisqu'ils sont nés dès la fin des années 1970 à partir de militants de la CGIL de la fonction publique qui critiquaient la politique de concertation de leur syndicat. Les RDB ont été, bien plus récemment, à l'origine de la création de l'**USB** (*Union des syndicats de base*) qui a récemment donné lieu à une nouvelle scission sous le nom de **SGB** (*Syndicat général de base*), sans que les raisons en soient particulièrement claires. On peut ajouter à cette liste le **Si-Cobas** et la **Cub** (*Confédération unitaire de base*). Autant d'organisations dont il est difficile de différencier les politiques et les raisons de leur existence séparée. Il faut encore citer la *Confédération Cobas*, créée à la fin des années 1990. Restée essentiellement présente dans l'enseignement, elle n'a cependant plus rien de commun, sinon le sigle, avec les premiers Cobas de l'enseignement (*Cobas scuola*) qui, nés dans les années 1980 dans le cadre de véritables luttes des travailleurs de ce secteur, reflétaient aussi leur volonté d'en avoir pleinement le contrôle.

Le **Si-Cobas** (Syndicat intercatégoriel - Cobas), formé il y a quelques années à partir d'une scission du Slai-Cobas, a connu un développement numérique relativement important dans *le secteur de la logistique*, grâce aux luttes conduites par les travailleurs de ce secteur. Les entreprises de la grande distribution ont en effet eu de plus en plus recours, pour leurs opérations de transport et de manutention, à des entreprises de sous-traitance organisées en coopératives, une des formes juridiques privilégiées par la bourgeoisie italienne pour instaurer la précarité. Les salariés de ces coopératives, considérés comme des associés, ne bénéficient pas des droits les plus élémentaires reconnus aux autres travailleurs par la loi et les conventions collectives.

Ils ne peuvent recourir à la justice du travail, car cela reviendrait à porter plainte contre eux-mêmes. Sans oublier que les statuts de ces coopératives dénie au travailleur-associé toute participation aux décisions de l'entreprise.

Dans le secteur de la logistique de la grande distribution, ces coopératives ont eu le plus souvent recours à *des travailleurs immigrés* n'ayant d'autre choix que d'accepter ces travaux durs et sous-payés, aux horaires aberrants fixés au bon vouloir des patrons de ce secteur, des patrons ne reculant pas devant les méthodes d'intimidation et souvent eux-mêmes *proches de la Mafia*, en particulier de la 'Ndrangheta, la mafia calabraise. Ces travailleurs n'ont cependant pas tardé à se révolter et à s'organiser. Bien souvent arrivés clandestinement en Italie, ayant risqué leur vie pour y venir en fuyant des pays en guerre, ou en tout cas à une situation économique difficile, ayant été la proie des passeurs et de toutes sortes de mafias, au fond le fait de devoir affronter un patronat sans scrupule et ne pouvoir conquérir leurs droits que par la lutte ne les surprenait pas. Il s'y ajoutait souvent la solidarité naturelle existant entre des hommes ayant subi les mêmes épreuves, rencontré les mêmes vexations et restés très proches les uns des autres de par leurs conditions de vie dans l'immigration.

Ces travailleurs, en grande partie avec l'aide de militants du Si-Cobas, ont donc fait grève, manifesté, organisé des piquets devant les entreprises de la grande distribution, contraignant progressivement celles-ci et leurs coopératives sous-traitantes à des concessions, ne serait-ce par exemple que le fait de payer le minimum horaire prévu par la convention collective du secteur. Parti de la région milanaise, l'exemple fut contagieux et gagna Bologne, Padoue, Turin et une grande partie des entreprises du secteur, au moins dans le nord de l'Italie. Dans le Sud également il y eut quelques luttes importantes, comme celle des travailleurs sous-traitants de la TNT à Teverola, en Campanie. Le combat pour se voir reconnaître des droits élémentaires, théoriquement reconnus par la loi à tous, s'est avéré dur, et les travailleurs de ces entreprises, le plus souvent immigrés, ont dû faire preuve d'une combativité et d'une ténacité dans la lutte dont *la majorité des travailleurs italiens ont perdu l'habitude*. Avec des grèves illimitées, des piquets de grève maintenus malgré les assauts de la police, les licenciements auxquels il fallait riposter, les tentatives d'intimidation émanant des hommes de main stipendiés par le patronat avec leurs méthodes mafieuses, la conquête de la dignité a coûté cher à ces travailleurs et aux militants. Le résultat n'en est pas moins que le patronat, dans un grand nombre d'entreprises du secteur, a dû apprendre à respecter ces travailleurs qu'il méprisait.

Le résultat de ces luttes a été aussi qu'une grande partie de ces travailleurs se sont syndiqués au Si-Cobas, permettant à ce syndicat d'enregistrer une croissance exponentielle de ses adhérents. Malheureusement, ce succès remporté dans le secteur de la logistique n'allait pas empêcher ce syndicat – qui se veut *de classe* – de montrer rapidement les mêmes limites que les autres syndicats de base. On l'a vu d'abord dans le type d'accords conclus avec les directions d'entreprise. Le Si-Cobas, en demandant au nom des travailleurs la satisfaction d'un certain nombre de revendications, ne manquait pas de poser comme condition la *reconnaissance exclusive* de ses délégués et du syndicat Si-Cobas lui-même.

Un accord sur la représentation unique des travailleurs<sup>9</sup> signé en janvier 2014 entre les trois syndicats confédéraux et le syndicat patronal Confindustria (**TUR**) venant après d'autres allant dans le même sens, vise à limiter les possibilités d'existence d'autres syndicats que CGIL, CISL et UIL, à moins qu'ils ne se soumettent à des règles strictes. Le principe de cet accord est de ne donner le droit de présenter des délégués qu'aux syndicats signataires des conventions collectives ou des accords d'entreprise acceptant justement de se soumettre à cet accord sur la représentation unique. La menace est claire : ou bien un syndicat signe les accords imposés par les autres (avec 50 % plus une voix), ou bien il se voit dénier le droit de présenter des délégués. En outre, cet accord confédéral exige que les négociations d'entreprise ou de branche doivent prévoir des procédures contraignantes pour le règlement des conflits du travail, en clair des clauses antigrève, le syndicat s'engageant une fois l'accord signé à user de son influence dans ce sens auprès des travailleurs.

La plupart des syndicats de base ont bien sûr dénoncé cet accord, *imposé par les syndicats confédéraux pour tenter de les éliminer ou au moins de les soumettre*. Mais la plupart n'en ont pas moins fini par y souscrire, argumentant que sans cela ils n'auraient plus que le choix de disparaître. D'autres, comme le Si-Cobas, ont proclamé qu'ils ne le feraient pas. Mais, pour être reconnus dans une entreprise, *ils n'en ont pas moins souscrit à des conditions analogues*.

En effet les patrons des entreprises où le Si-Cobas s'implantait ne manquaient pas d'exiger des contreparties, inspirées par les accords signés plus haut. Dans nombre de cas, ces contreparties ont consisté en des engagements sur l'obtention d'une plus grande productivité, d'une flexibilité des horaires, mais aussi sur la limitation des grèves par une procédure prédéfinie entre patron et syndicat, comportant jusqu'à des sanctions possibles pour les travailleurs qui ne s'y soumettraient pas. L'adoption de ces accords s'est accompagnée de procédés de plus en plus bureaucratiques, les coordinateurs nommés par la direction du Si-Cobas menant les négociations au nom des travailleurs, souvent sans leur en rendre compte et finissant par les leur imposer.

Des militants s'opposant à ces procédés ont été exclus par le tout nouvel appareil du Si-Cobas, comme cela a été le cas récemment, en mai 2016, pour deux militants milanais. Jugés trop indociles par la direction du syndicat, ils sont devenus la cible de calomnies du plus pur style stalinien, heureusement sans que cela empêche la majorité des syndiqués de leur secteur

---

<sup>9</sup> La question du *TUR (Texte Unique sur la Représentation Syndicale)*. Le TUR, qui est entré en vigueur en janvier 2014, est un accord entre les travailleurs des syndicats de régime d'une part et la Confédération des patrons - ou Confindustria - de l'autre. Il définit "les règles sur la représentation syndicale" en établissant, entre autres, que le droit à être inclus dans la représentation du syndicat au niveau des entreprises et participer aux négociations **CCNL (Contratto collettivo nazionale di Lavoro ou négociations collectives nationales des travailleurs)** nationales, est conditionné par une acceptation de limiter la liberté de faire la grève. Le CCNL, ou négociations pour les contrats collectifs des travailleurs au niveau national, définit les conditions de travail au niveau d'une branche économique.

d'affirmer leur solidarité avec eux. Des accusations très dures ont été lancées contre eux mais sans avoir jamais vu les preuves<sup>10</sup>.

Au sujet de la logistique, très intéressante la lecture de l'article *Il conflitto e il ruolo del sindacato nel settore della logistica* qui rend compte de la situation dans les magasins de la logistique<sup>11</sup>.

### G - L'USB

L'**Union syndicale de base** ou *USB* (*Unione Sindacale di Base*) est née en 2010 de l'union entre les *Représentations Syndicales de Base* ou *RdB* (*Rappresentanze Sindacale di Base*), prévues par la loi et constituées à l'initiative des travailleurs dans chaque unité de production, le petit Syndicat des Travailleurs ou *SdL* (*Sindacato dei Lavoratori*), et des groupes minoritaires de la *Confédération Unitaire de Base* ou *CUB* (*Confederazione Unitaria di Base*). Les *RdB*, la plus importante composante de l'*USB*, se sont formés au début des années 1980, et organisaient surtout les travailleurs du secteur public. La *CUB* est née en 1992, à la suite de l'expulsion par la Confédération Italienne des Syndicats de Travailleurs (*CISL*) de son courant minoritaire de gauche. Implantée dès son origine dans le secteur privé, cette organisation conclut un pacte fédératif avec les *RdB*, formant la *RdB-CUB*, établissant ainsi un syndicat de base présent dans les deux secteurs, privé et public. Lors d'une tentative pour unifier les actions de diverses organisations, pas encore prêtes à fusionner sur le plan organisationnel, la *RdB-CUB*, la *Confederazione Cobas* et le *SdL* organisèrent une assemblée nationale, le 17 mai 2008, qui amena en septembre de cette année à la constitution d'un « *Pacte de Consultation Permanente Nationale* », et plus tard, durant une seconde assemblée, le 7 février 2009, au « *Pacte de Base* ».

Cependant, trois mois plus tard, le 22 mai 2009, une nouvelle assemblée nationale de la *RdB-CUB* sanctionnait la scission entre les deux tronçons dont *la soudure ne s'était jamais vraiment réalisée* : d'un côté ; le groupe historique dirigeant de la *CUB* ; et de l'autre celui de la *RdB* qui lançait à l'assemblée le mot d'ordre de « *Syndicat métropolitain* ».

Cette assemblée sera la prémisse de la naissance, un an plus tard, le 23 mai 2010, de l'**Union Syndicale de Base** ou *USB*. La constitution de l'*USB* était considérée par ses leaders comme une étape décisive vers l'objectif *d'unifier le syndicalisme de base*, en le dépassant sur le plan qualitatif avec le passage à la construction d'un véritable syndicat de classe, confédéral et « de masse ». Cependant les choses n'allèrent pas dans ce sens. La formation de l'*USB* avait

---

<sup>10</sup> <http://www.operaicentro.it/wp-content/uploads/2016/05/Comunicato-del-Si.Cobas-nazionale-in-merito-allespulsione-di-Fabio-Zerbini.pdf>;  
<http://www.jadawin.info/Presa%20di%20posizione%20SICobas%20in%20DHL.jpg-1.pdf>

<sup>11</sup> <https://volerelaluna.it/wp-content/uploads/2019/10/TALPA-logistica-03.pdf>

certainement unifié une partie des syndicats de base, mais *au prix d'une sérieuse rupture avec le reste*.

En fait, l'USB n'est pas encore le syndicat de « masse », organisé et puissant, comme sa direction voudrait le faire croire et le reste du syndicalisme de base n'est pas si distant, sur le plan des forces, de l'USB. Ceci a été démontré en pratique par plusieurs luttes dans un certain nombre de secteurs et de catégories différentes ; par exemple dans les télécommunications, parmi les travailleurs des chemins de fer, à l'Alitalia, dans le commerce (IKEA), à la FIAT ou FCA (ou FIAT-Chrysler Automobiles). Sans oublier le secteur de la logistique, où la présence USB est petite comparée à celle de Si-Cobas, et comparable à celle des ADL Cobas (Associazione per i diritti dei lavoratori Cobas), autre syndicat de base présent dans le secteur.

Depuis 2010, l'unification des actions de lutte, déjà difficile au niveau de l'entreprise et de la catégorie, s'est avérée impossible au niveau confédéral, *les directions nationales de USB et CUB se refusant à coordonner des grèves unitaires*. Depuis sa fondation, l'USB a augmenté de façon appréciable sa présence dans le secteur privé : dans le commerce, la logistique, parmi les travailleurs agricoles et aussi parmi les ouvriers métallurgistes, les services de nettoyage, les éboueurs, les balayeurs.

Ceci est en partie dû au flux continu de forces de la direction et des entreprises provenant de la CGIL vers l'USB. Les épisodes les plus importants à cet égard ont été le passage, de la FIOM (syndicat des métallurgistes au sein de la CGIL) à l'USB, en juin 2016, du porte-parole national du groupe minoritaire de gauche dans la CGIL intitulé « *Le syndicat est bien autre chose* » (son nom en italien est « *Il sindacato è un'altra cosa* »), avec à sa suite une minorité de ce courant, et enfin le passage un an plus tard, quelques jours avant la fin du second congrès, des trois quarts du secrétariat et de la majorité de la Direction provinciale FIOM de Trieste.

Cette transfusion de forces est survenue – en particulier parmi *les métallurgistes* – en raison de l'adhésion en mai 2015 de l'USB au *Texte Unique sur la Représentation ou TUR* : dégoûtés et désillusionnés par la soumission croissante de la CGIL aux *intérêts des patrons*, certains de ses leaders, délégués et militants, ont décidé de rejoindre, parmi les différents syndicats de base, l'USB, en optant pour celui-ci tant parce que c'est le syndicat relativement le plus solide au niveau organisationnel, que parce qu'en, adhérant à l'USB, ils pouvaient continuer de faire partie des *RSU ou Représentations Syndicales Unitaires*, un des deux types d'organisation de représentation syndicale qui existent au niveau de l'entreprise, pouvant poursuivre ainsi une activité syndicale légalement admise sans renier la nécessité de la lutte, ayant en conséquence le droit d'être assis aux tables de négociations de l'entreprise et jouir des soi-disant acquis syndicaux, même au prix de la limitation de la liberté de grève que comporte l'application du TUR.

En effet, adhérer au TUR est une stratégie risquée : cela pourrait payer en termes de gain de membres et de conquêtes de RSU, mais il place le syndicat sur un terrain glissant où sa croissance se ferait aux dépens de l'activité de « concertations » et non de luttes de classe. Bien que cela ne soit *pas inéluctable*, c'est pourtant un danger réel qui ne doit pas être sous-estimé



et encore moins ignoré. De plus, dans quelques régions de l'Italie du Nord - l'Emilie Romagne, la Lombardie, la Vénétie - l'USB a été touchée par une scission survenue en février 2016 qui a amené à la formation du petit Syndicat Général de Base ou *Sindacato Generale di Base (SGB)*.

Ce dernier a alors conclu un pacte fédératif avec la CUB. Le conflit entre les directions de la CUB et l'USB a toujours existé depuis que ces unions sont nées, et s'est aggravé au fil du temps, malgré les attaques de plus en plus brutales auxquelles la classe des travailleurs est soumise. Néanmoins, dans chacune de ces organisations existent des travailleurs et des délégués qui sont opposés à ce comportement.

*Nous devons lutter dans chaque syndicat de base, afin de promouvoir l'unité d'action dans les luttes d'entreprises, de catégories, au niveau des confédérations, au niveau territorial et national.* Cette unité d'action est la base nécessaire pour atteindre l'unité sur le plan organisationnel, et celle-ci ne sera possible que si le mouvement des travailleurs est renforcé par un afflux de travailleurs combattifs dans ces syndicats. Ceci rendra réellement possible l'abandon des lignes erronées actuellement suivies par ces directions syndicales.

### **Nota Bene :**

Pour avoir le détail complet des voix recueillies par chaque organisation syndicale par secteur pour les années 2019–2021, on peut consulter le rapport publié par l'A.R.A.N (Agenzia per la Rappresentanza Negoziiale delle Pubbliche Amministrazioni)<sup>12</sup>.

### **H - Le Front Unique Anticapitaliste et la Coordination des travailleurs et des travailleuses autoconvoqué(e)s pour l'unité de la classe**

Ce n'est pas un *scoop* que de dire que la crise actuelle, en raison de ses conséquences immédiates et celles prévisibles dans le futur, se situe au niveau de celle des années 1930 (si ce n'est qu'elle la dépasse déjà en ampleur) tant du point de vue de la faillite de secteurs entiers de l'économie, du chômage de grandes masses salariées et des travailleurs indépendants, ainsi que de la ruine de secteurs entiers des classes moyennes. La sortie de la crise n'est pas prévisible à court terme (même après l'apparition des vaccins contre le covid-19). Et s'il est vraie que, en l'absence de révolution prolétarienne, le capitalisme surmonte toujours ses crises d'une manière ou d'une autre, les conséquences du cours catastrophique actuel du capitalisme international ne pourront que provoquer des chocs colossaux dans les structures économiques, technologiques et sociales (sans parler de ses répercussions géopolitiques et internationales).

---

<sup>12</sup><https://www.aranagenzia.it/attachments/category/7601/TABELLE%20ACCERTAMENTO%20PROVVISORIO%20RAPPRESENTATIVITA'%20TRIENNIO%202019-2021.pdf>

En Italie deux "comités" existent et se posent au niveau syndicale la question d'une réponse à l'offensive du capitalisme et du patronat. D'une part, la **Coordination des travailleurs et travailleuses autoconvoqué(e)s pour l'unité de la classe** (ou CLA) qui a été formée par des militants de divers syndicats de base et de l'opposition à la CGIL. D'autre part, l'"**Assemblée des ouvriers combattifs**" du Si-Cobas, avec le soutien du *Slai Cobas per il sindacato di classe* (present surtout à Taranto et dans le sud de l'Italie), de groupes politiques de gauche (Cuneo Rosso, PCL, *Front de la jeunesse communiste*, de militants sortis d'un groupe stalinien, etc.). Le Si Cobas a pris l'initiative de créer un "Front Unique Anticapitaliste" (ou "Pacte d'Action Anticapitaliste" - PAC) qui agit un programme en 14 points<sup>13</sup>.

Ce "Pacte d'Action" vise la constitution d'un embryon d'organisation. Il est considéré et présenté par le Si-Cobas comme "*le seul projet de recomposition réel mis sur pied en Italie dans le secteur de la gauche de classe et anticapitaliste*"). Il semble que le Si-Cobas voit dans ce "Pacte d'Action" *la voie royale de la recomposition d'une force politique anticapitaliste*. Cette perspective est clairement explicitée dans le Programme du "Pacte d'Action". Les revendications pour la défense des masses travailleuses constitue en fait une sorte de "programme minimum".

Ce dernier propose un ensemble incohérent de revendications : quelques-unes syndicales au sens étroit du terme; d'autres qui sont, selon nous, très problématiques d'un point de vue marxiste ; d'autres encore qui ne peuvent être obtenues que par l'activité parlementaire; d'autres finalement qui ne peuvent résulter que de décisions politiques et/ou de transformations sociales radicales, dont certaines ne peuvent être satisfaites que sous la dictature du prolétariat et même dans le socialisme :

“3. Réduction drastique et généralisée du temps de travail pour un salaire égal : travaillez moins, travaillez tous ; pour un travail socialement nécessaire.

“4. Les coûts de la pandémie et de la crise à payer par les patrons, à commencer par un patrimoine de 10% sur les 10% les plus riches de la population.

“6. (...) contre la conciliation du travail domestique et extra-domestique ; contre le sexisme et la violence sociale et domestique ; pour le droit à l'avortement assisté et l'autodétermination des femmes.

“8. Contre la fausse régularisation de Conte-Bellanova, permis de séjour européen à durée indéterminée pour tous les immigrés et femmes immigrées présents sur le territoire national ; garantie du salaire direct et indirect, droit à la vie et aux soins de santé ; fermeture des CPR, réouverture des ports.

“9. Réduction drastique des dépenses militaires (un F35 coûte autant que 7113 ventilateurs pulmonaires) et des travaux de grande envergure inutiles et nuisibles (tels que Tav, Tap, Muos).

---

<sup>13</sup> <https://pungolorosso.wordpress.com/2020/11/23/piattaforma-di-lotta-del-patto-dazione-anti-capitalista-per-il-fronte-unico-di-classe/>

“10. Plan extraordinaire pour la construction d'écoles et l'embauche de personnel enseignant et non enseignant pour assurer la santé dans les écoles et, dès que possible, l'enseignement en présence. Suppression de l'alternance école-travail, programmes de formation payés à plein salaire. Critique de la culture, de l'art et de la science au service du profit.

“11. Gel immédiat des loyers, des hypothèques sur la première maison et de tous les services publics (électricité, eau, gaz, internet) pour les chômeurs et les personnes licenciées ; gel indéfini des expulsions pour toutes les occupations à des fins d'hébergement”.

Dans un document précédent, la PAC faisait également référence à la revendication :

*"Réquisition immédiate de toutes les cliniques privées, même après l'urgence, pour reconstruire tous les services de santé territoriaux détruits ; contre la marchandisation de la santé, pour un service de santé unique, universel, efficace et gratuit".*

Il est clair que le *PAC* a l'intention de devenir *un front politico-syndical* qui devrait défendre à la fois des revendications syndicales au sens strict, ainsi que des revendications politico-sociales. En ce sens, le *Si-Cobas* - avec le soutien et l'accord des mouvements politiques qui lui sont rattachés - est présenté comme *le vecteur de la formation de la force révolutionnaire (politico- syndicale) du prolétariat italien*, et le programme évoqué est vu implicitement, nous semble-t-il, comme un *"programme de transition"* (à la manière du trotskysme) qui marquerait les jalons du chemin révolutionnaire à partir de la crise actuelle du capitalisme mondial.

\*\*\*

Venons maintenant à la *“Coordination des travailleurs et des travailleuses autoconvoqué(e)s pour l'unité de la classe (CLA)”*. Vers l'automne 2016 des militants syndicaux ont lancé un appel et commencé une bataille contre les « grèves générales » séparées des divers syndicats de base pour faire une grève générale unitaire. Ce travail a conduit à la création d'un petit réseau de militants syndicaux à l'intérieur du syndicat USB. En septembre 2018, d'autres militants syndicaux ont proposé une réunion dans le but de vérifier les conditions de création d'une Coordination qui lutterait pour l'unité d'action du syndicalisme anti-collaborationniste, c'est-à-dire non seulement les syndicats de base mais aussi les oppositions de classe au sein de la CGIL.

Le 2 décembre 2018, une première assemblée nationale s'est tenue en présence d'environ 80 militants syndicaux, au cours de laquelle il a été décidé de mettre en place un organisme permanent afin de lutter pour l'unité d'action du syndicalisme et des travailleurs. Un groupe de travail national de la Coordination a pris le nom de **Coordination des travailleurs et des travailleuses autoconvoqué(e)s pour l'unité de la classe (CLA)**. Le groupe de travail se dit ouvert à ceux qui souhaitent s'engager dans cette activité et sur ces positions. Ce groupe travaille à l'intérieur de la USB.

Une réunion du groupe de travail s'est tenue à Florence en janvier 2019, après quoi la *CLA* a commencé son activité qu'on peut diviser en deux secteurs :

- 1) Intervention dans les luttes des travailleurs en favorisant l'unité d'action du syndicalisme de base ; c'est ce qui a été fait par exemple dans les grèves des postiers, des écoles et des métallurgistes en 2019.
- 2) L'activité sur la question de la santé et de la sécurité sur le lieu de travail et sur le territoire, également avec des initiatives promues par le *CLA* lui-même. De janvier 2019 à ce jour, plusieurs assemblées nationales ont eu lieu, dont la dernière s'est tenue à Gênes le 18 octobre 2020.

Une caractéristique de la *CLA* est le refus de tout rapprochement avec des organisations politiques. Ainsi, dans l'« Assemblée des travailleurs combattifs du *CLA* » du 27-9-2020 une Résolution fut adoptée où l'on peut lire<sup>14</sup> :

*"Si nous voulons construire un front uni des travailleurs, nous devons garder la sphère syndicale séparée de la sphère du parti. Nous ne disons pas qu'il faut séparer la lutte syndicale de la politique, contrairement à ce que certains camarades disent. Ce serait impossible et erroné. La lutte syndicale et la politique ne sont pas séparables. Choisir de prendre le parti du syndicalisme conflictuel est déjà un choix politique. (...) Mais c'est une autre chose que de promouvoir des fronts uniques où il y a des organisations syndicales et des organisations politiques. Cela divise inévitablement le front uni des travailleurs parce qu'il reflète en lui les divisions entre les partis. Elle éloigne les travailleurs des partis qui ne sont pas dans le front et aussi ceux qui n'ont pas de parti. Le front unique de classe, en bref, ne peut exister que s'il s'agit d'un front syndical de classe unique. Le fait que cette assemblée soit composée uniquement de travailleurs est positif car son caractère offre la garantie que les sphères organisationnelles du syndicat et du parti seront séparées. (...) De par sa nature même, une organisation politique rassemble un nombre de travailleurs beaucoup plus restreint qu'un syndicat. Le parti et le syndicat sont deux organismes de nature, de caractère et de fonctions différents. Aussi faibles que soient les syndicats de base, ils rassemblent un nombre bien plus important de travailleurs que tous les groupes politiques d'un même front. (...) Notre Coordination des Travailleurs et Travailleuses Autonomes (...) est pleinement disponible pour soutenir un chemin de construction d'une unité d'action des travailleurs basée sur ces deux caractères que nous répétons : distinction de la sphère organisationnelle syndicale de celle du parti, en maintenant le caractère de l'assemblée constituée uniquement par les travailleurs ; construction des initiatives de lutte à tous les niveaux (entreprise, catégorie, territorial, inter-catégoriel et national) insistant toujours sur le fait d'impliquer toutes les organisations du syndicalisme conflictuel".*

---

<sup>14</sup> Voir *Annexe Documentaire*, Document n°6.

En voulant élever une muraille infranquissable entre le mouvement syndical et le politique, la *CLA* glisse ouvertement vers une déviation de type syndicaliste.

### I - Une nouvelle attaque frontale contre la classe ouvrière

Le 17 décembre 2020, les bonzes des syndicats confédéraux et les représentants du patronat italien ont signé dans *le dos des travailleurs* un accord qui de fait, suspend les Rsu qui ont été élues par les travailleurs italiens<sup>15</sup>. Cet accord repousse les nouvelles élections des Rsu, en juin 2021, quand on sait parfaitement que le patronat va licencier sur une vaste échelle dès que le blocage des licenciements aura lieu, et ceci à partir du 31 mars 2021.

Il est clair que le patronat veut avoir les “mains libres” pour ses basses oeuvres, avec l’appui de ses larbins syndicaux. Il semble que la chose ne soit pas très claire pour bons nombres de militants. Or, il s’agit là bien sûr *d’une nouvelle attaque contre TOUTE la classe ouvrière*, qui va bien au-delà *d’un sigle syndical. Et les masses ouvrières n'auront d'autre choix que de lutter si elles ne veulent pas passer sous les fourches caudines de la bourgeoisie.*

### J - A guise de conclusion provisoire

Le panorama actuel su syndicalisme italien est caractérisé, d’une part, par la présence de grosses confédérations entièrement intégrées à l’État et soumises aux besoins généraux du capitalisme; et de l’autre, par l’extrême fragmentation et difficultés des réactions représentées par les organisations syndicales de base qui expriment, à travers des parcours sectorielles et historiques très complexes, les tentatives des masses travailleuses pour défendre ses conditions de vie et de travail.

Dans cet article nous avons voulu donner un *panorama historique et objectif* de la trajectoire du syndicalisme italien depuis la IIème Guerre Mondiale.

Dans « Remarques marginales à l’article sur le syndicalisme italien » nous exprimons notre point de vue sur ce que devrait être, dans la situation actuelle, une politique classiste et révolutionnaire en vue de surmonter l’état d’éparpillement qui domine dans le mouvement syndical italien et faire les premier pas pour armer les masses dans un contexte de crise profonde du capitalisme mondial.

---

<sup>15</sup> Voir Document n°1 dans *l’Annexe Documentaire*. Cette manoeuvre anti-ouvrière des confédérations syndicales a donné lieu à un certain nombre de réactions des syndicats de base (voir Documents n°s 2 à 5)

**K – LES SIGLES DU SYNDICALISME DE BASE EN ITALIE ET SES ORGANISATIONS**

**ADL COBAS – Associazione per i Diritti dei Lavoratori COBAS** (<https://adlcobas.it>)

**COBAS – Confederazione dei Comitati di Base** (<http://www.cobas.it>)

**CUB – Confederazione Unitaria di Base** (<https://www.cub.it>)

**SGB – Sindacato Generale di Base** (<http://www.sindacatosgb.it/wip/>)

**SIAL CoBas** (<https://www.sialcobas.it>)

**Sol CoBas** (<https://www.solcobas.org>)

**SI COBAS – Sindacato Intercategoriale di Base** (<http://sicobas.org>)

**SLAI COBAS – Sindacato dei Lavoratori Autorganizzati Intercategoriale COBAS**  
(<https://www.slaicobas.it>)

**USB – Unione Sindacale di Base** (<https://www.usb.it>)

**USI – Unione Sindacale Italiana** (<http://www.usiait.it>)

**Riconquistiamo Tutto – Opposizione CGIL** (<https://sindacatonaltracosa.org>)